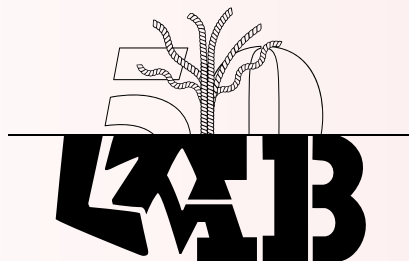


langileen alde *Un travail et des conditions*
HEMEN ERABAKI *de vie dignes!*



Travailler, décider et vivre en Euskal Herria!

**Une structure socioeconomique et un espace de
negociations collectives pour les travailleuses et
travailleurs d'Ipar Euskal Herria**



Septembre 2024

1974 - 2024 • ZABALTZEN



www.lab.eus
/langileen-alde-hemen-erabaki/

Introduction

Lors de l'Assemblée Générale de 2022, LAB a renouvelé son engagement à poursuivre l'impulsion d'une stratégie indépendantiste et transformatrice. Nous mettrons tout en œuvre pour que des conditions de travail et de vie dignes soient assurées aux travailleurs et aux travailleuses d'Euskal Herria [EH – Pays Basque], pour la création d'une structure socioéconomique propre afin d'encadrer les relations de travail et de protection sociale.

LAB relève ce défi. Dès que les conditions le permettent, nous prioriserons le travail en commun entre acteur-trices qui œuvrent en faveur de la souveraineté sociale en Euskal Herria.

La réflexion stratégique qui a été initiée par le mouvement abertzale de gauche d'Ipar Euskal Herria [IEH - Pays Basque Nord] s'est avérée nécessaire et positive. La création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) est un pas en avant. L'objectif à présent est d'obtenir de plus en plus d'autonomie. Cela donne une centralité aux revendications des travailleur-euses et nous permet de réaffirmer l'exigence en faveur d'espaces propres de négociations collectives à l'échelle d'IEH, pour que les travailleur-euses puissent travailler, décider et vivre au Pays.

En 2012, LAB publiait pour la première fois *Bertan Erabaki*. Une proposition concrète et ambitieuse pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleur-euses d'IEH. Depuis, le syndicat et ses militant-es l'ont diffusé et cette idée a même fait son chemin chez les perplexes de la première heure.

Plus de 10 ans après, la situation globale et celle d'Euskal Herria ont évolué. Si nos revendications restent d'actualité, il est temps de les réaffirmer et de les recontextualiser.

La situation socioéconomique, les lois et mesures qui nous sont imposées par les Etats espagnol et français ainsi que le nouveau contexte politico-institutionnel en EH confirment que la mise en place d'outils structurants et d'instances décisionnaires sont indispensables. Ils auront comme objectifs de soutenir et défendre les intérêts des travailleur-euses d'EH dans les années à venir.

En tant que syndicat abertzale, de classe et de lutte, notre projet syndical doit être à la hauteur de la situation critique que connaissent les travailleur-euses d'IEH. Dans l'intérêt de ces mêmes travailleur-euses, nous devons favoriser le travail en commun et encourager la convergence des luttes pour créer les conditions d'un rapport de force efficace. En ce sens, il est indispensable de redéfinir un projet global pour notre Pays et d'identifier les différentes étapes pour atteindre la libération sociale et nationale de notre Peuple.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte général

Le Capital vs la Vie

Les crises sociales et écologiques engendrées par le système capitaliste ne sont pas nouvelles. Par le biais des agences de notation notamment, le Capital s'est imposé, il est au cœur de toutes les prises de décisions, avec la complicité active des Etats. Face aux exigences du capitalisme, les Etats ont une position claire d'alignement ; économie libérale et politique institutionnelle sont intrinsèquement liées au sein de l'Union européenne.

Les politiques néolibérales se sont multipliées dans les Etats occidentaux, remettant ainsi en cause la protection sociale et l'Etat providence. Ces mêmes Etats, avec l'argent public, viennent au secours des banques et grandes entreprises qui continuent de distribuer gracieusement des dividendes à leurs actionnaires. Ces crises dévastatrices réduisent les droits des peuples et des travailleur-euses.

Le système capitaliste détruit le Vivant. Une minorité sacrifie la planète pour accaparer et accumuler toujours plus de richesses au détriment de la majorité des êtres humains, de la faune et de la flore. Nous souffrons et nous mourrons des effets néfastes du capitalisme sur l'environnement : changement climatique, perte de la biodiversité, déforestation, destruction de la couche d'ozone, pollution de l'air, de l'eau et de la terre...

A la violence du capitalisme s'ajoute la montée du fascisme. Il gagne du terrain, des candidat-es d'extrême droite remportent des élections dans plusieurs pays, leurs idées se banalisent, des lois liberticides et xénophobes sont promulguées, les passages à l'acte violent motivés par la haine raciale, religieuse et anti-LGBTQI+ se multiplient.

Etat français

Loin de remettre en cause les exigences de l'Europe, l'Etat français a une position claire d'alignement. Les réformes anti-sociales de ces dernières décennies creusent les inégalités. La dernière réforme des retraites aux conséquences sanitaires et sociales désastreuses, notamment pour les femmes, nous condamne à travailler deux ans de plus.

La situation des travailleur-euses est grave, les gouvernements successifs précarisent nos vies : difficulté grandissante à l'accès à un logement décent, précarité alimentaire et menstruelle, baisse de l'accès aux soins et aux services publics en général, chômage structurel, précarisation des contrats et des conditions de travail notamment dans les secteurs à prédominance féminine, intensification des rythmes de travail, baisse du pouvoir de vivre, mise à mal des droits syndicaux en entreprises et collectivités, exploitation des travailleur-euses sans papiers, statut abusif des travailleur-euses de plateformes, crise des tâches liées aux soins... De plus, la précarisation des emplois est allée de pair avec une individualisation de l'organisation du travail ce qui entraîne un isolement accru des travailleur-euses.

Si le taux de syndicalisation reste faible, la fonction socio-politique des syndicats est reconnue dans la société et parmi les travailleur-euses mais doit être davantage affirmée. Les gouvernements successifs alliés du grand patronat ont réduit les droits des travailleur-euses et les attributions des instances de représentation du personnel, rendant le travail syndical difficile. Pourtant, il s'agit d'un véritable contre-pouvoir, d'un outil d'organisation et de lutte des travailleur-euses face au gouvernement, au patronat et au fascisme.

Sur le plan politique, les partis français de gauche ne parviennent pas à proposer une alternative de rupture crédible. En même temps, le fascisme, à travers différents partis et groupes, occupe une place écrasante dans le débat public grâce notamment aux millionnaires détenteurs de « grands » médias français. Le discours d'extrême droite continue à se banaliser, son idéologie bourgeoise, rétrograde et anti-sociale séduit une partie des travailleur-euses. L'Etat français vit une crise démocratique importante, son système parlementaire et ultra-centralisé ne répond pas aux intérêts et aux besoins des travailleur-euses.

Le droit à l'autodétermination pour nos Peuples est un droit bafoué par l'Etat français. Pourtant, des Peuples sous domination française connaissent un débat institutionnel dynamique et mènent des négociations avec l'Etat français pour se doter de plus de compétences. Chaque évolution institutionnelle et processus d'émancipation est particulier. Sur le plan politique, nous les suivons avec un grand intérêt car ils éclairent notre propre processus vers la pleine souveraineté. Sur un plan syndical, nous devons continuer à construire la solidarité internationale avec nos camarades du SLB (Breizh), de l'USTKE (Kanaky), du STC (Corsica), de l'UGTG (Gwadeloup), de l'UGTM (Martinik), l'UTG (Lagwiyan)...

1.2 La situation en Euskal Herria

Conseil de développement Pays Basque

EH résiste à la globalisation et à la mondialisation en créant de nombreuses alternatives. Nous avons construit au fil des décennies des outils et des structures socio-politiques locales et populaires. Nous luttons pour la sauvegarde de l'euskara, le maintien d'un modèle agricole à taille humaine, la préservation et la transmission des terres, de la culture et du sport, pour la défense des droits des femmes, du travail et du logement.

Depuis sa création en IEH, LAB s'est investi au Conseil de développement du Pays Basque (CDPB) et les projets *Pays Basque 2010* puis *Pays Basque 2020*. Ces derniers ont permis en 2017 la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB). Le CDPB doit poursuivre son travail d'activation de la société civile organisée et doit être force de propositions novatrices et structurantes pour IEH à plusieurs points de vue : social, économique, écologique, démocratique... C'est tout l'enjeu du nouveau projet *Pays Basque 2040 - Iparralde 2040* auquel nous participons.

Au-delà de la question institutionnelle, toutes ces années LAB a porté la revendication d'un espace de négociations collectives à l'échelle territoriale.

Communauté d'Agglomération Pays Basque

IEH a obtenu une reconnaissance institutionnelle en 2017 par la constitution de la CAPB. Cette première étape a été franchie grâce à l'accumulation des forces politiques larges au niveau du territoire et un consensus au niveau de la société. Ce pas en avant pour notre Pays nous pousse à poursuivre dans cette voie et à revendiquer des outils structurants et des instances décisionnaires.

Néanmoins, l'Etat a écarté la revendication initiale de la Collectivité Territoriale à Statut Particulier au profit d'une institution au rabais qui s'inscrit dans son propre programme de redécoupage territorial de la Loi NOTRe. Le manque de compétences collectives institutionnelles de la CAPB ainsi que le mode d'élection des élu-es communautaires montrent les limites de cet outil. Le déséquilibre entre l'intérieur et la côte persiste. Les politiques économiques et sociales sont toujours décidées en dehors d'IEH et répondent à des intérêts, des besoins et des réalités éloignés.

La CAPB s'est doté de sa propre instance de représentation du personnel (Comité Social Territorial) pour traiter les questions collectives liées aux conditions de travail, à la santé, à l'hygiène et à la sécurité de ses agent-es. Mais elle ne s'est pas emparée de la gestion et du suivi des carrières individuelles de ses fonctionnaires. Les Commissions Administratives Paritaires (CAP) sont toujours gérées par le Centre de Gestion 64 (CDG 64) de Pau, éloignant d'autant les centres de décisions sur le devenir des carrières des agent-es.

La CAPB a permis la création d'un observatoire économique Pays Basque mais nous réaffirmons que cela n'est pas suffisant. Nous avons besoin d'un observatoire socioéconomique rassemblant l'ensemble des organisations syndicales afin d'évaluer la réalité et les besoins sociaux du territoire.

En parallèle, la CAPB a entraîné une nouvelle organisation du CDPB, qui a permis l'autonomisation de la commission de Dialogue Social Pays Basque (DSPB). Cette évolution aurait pu nous permettre de créer dès 2017 une Commission Paritaire Locale (CPL) en IEH mais la majorité des organisations syndicales et patronales n'étaient pas prêtes à franchir le pas. Par conséquent, DSPB reste un espace de dialogue mais jamais de négociations.

Le Medef et la CGT qui ont siégé dans la commission jusqu'en 2017 ont préféré en sortir et éviter ainsi toute évolution vers un espace de négociation territorial, pourtant défini dès le départ comme un objectif à atteindre dans les statuts de DSPB. Depuis 2017, DSPB propose aux salarié-es des Très Petites Entreprises (TPE) certains avantages qui n'existent que dans les grandes entreprises comme les œuvres sociales et culturelles.

La construction d'un espace de négociation à l'échelle d'IEH doit se réenclencher dans les prochains mois en réactivant les différentes organisations syndicales et patronales.

Espaces de négociations

La non-reconnaissance actuelle d'IEH comme structure sociale rend encore plus difficile les rapports de classe. Les espaces de négociations collectives se trouvent en dehors d'IEH réduisant d'autant le terrain de la lutte syndicale.

Les réformes mises en place par le gouvernement français impactent évidemment IEH et ne répondent ni aux besoins du territoire ni à ceux des travailleur-euses. Les conventions collectives négociées loin de notre territoire et sans considération pour nos besoins vont à l'encontre du principe de démocratie sociale. Le constat est d'autant plus marquant si l'on tient compte du fait que la majorité des entreprises en IEH sont des TPE, dans lesquelles la représentation syndicale est limitée. La création de sections syndicales y est difficile, la négociation d'accords d'entreprises est quasiment impossible. Les décisions qui affectent les conditions de travail et de vie des travailleur-euses se prennent loin d'eux-elles. Par conséquent, ils et elles ne voient pas la véritable utilité des syndicats.

Face à la crise démocratique de l'Etat français, rapprocher les instances de décisions des citoyen-nes c'est aussi renforcer la démocratie, redonner du pouvoir aux travailleur-euses.

Le défi à relever est de pouvoir mesurer la représentativité de chaque syndicat et d'encadrer la négociation collective au niveau d'IEH. Un espace de négociations collectives et paritaires à l'échelle d'IEH est donc nécessaire

pour améliorer de manière significative nos conditions de travail. Il faudrait aussi instaurer une seule instance prud'homale à l'échelle d'IEH.

Dans la fonction publique territoriale, les conditions de travail des agent-es territoriaux:ales de 144 communes et plus d'une trentaine d'établissements publics d'IEH dépourvu-es de représentation syndicale sont toujours gérées à Pau, au CDG 64. Des espaces de négociations collectives, paritaires et locales répondant à la réalité des agent-es territoriaux:ales d'IEH sont indispensables.

Hego Euskal Herria

Euskal Autonomia Erkidegoa [EAE – Communauté Autonome Basque] et Nafarroko Foru Erkidegoa [Nafarroa – Communauté Forale de Navarre] ont un statut d'autonomie avec des gouvernements distincts. Ces deux territoires d'EH sont des entités politiques et sociales et la représentativité des syndicats est aussi calculée à cette échelle. Des conventions collectives et des accords de branches territoriaux plus favorables que les conventions collectives à l'échelle de l'Etat espagnol existent donc dans ces deux institutions. Le rapport de force entre les syndicats et le patronat ne se joue donc pas seulement au niveau de l'Etat ou des lieux de travail mais aussi au niveau des Communautés autonomes. Les espaces de négociations collectives sont plus proches des travailleur-euses ce qui favorise la construction d'un front syndical efficace.

Le rapprochement des espaces de négociation entraîne un rapport de force plus favorable aux travailleur-euses. Cela facilite donc leur activation.

Ainsi, dans le cas de Hego Euskal Herria [HEH – Pays Basque Sud], bien que la réglementation du travail relève de la compétence de l'État, l'existence d'un cadre propre de négociations collectives permet un espace propice à l'organisation et la lutte des travailleur-euses. Grâce à cela, les salaires et conditions de travail territoriaux sont meilleurs.

2. Perspectives et défis à relever

2.1 Sur le plan socioéconomique

Pour les syndicats, il est prioritaire de lutter pour les droits des travailleur-euses et de proposer des mesures plus favorables. Ces dernières années, nous, travailleur-euses d'IEH vivons la précarisation de nos conditions de vie. Les salaires diminuent, les services publics sont affaiblis, les tâches liées aux soins ne sont pas reconnues et sont réparties de manière déséquilibrée, le droit à l'accès au logement est problématique pour de nombreux citoyen·nes.

Ce n'est pas le capital qu'il faut mettre au centre, mais la vie. Nous misons sur un nouveau modèle économique et social. Pour ce faire, LAB estime qu'au-delà des luttes que nous menons par lieu de travail et secteur d'activité, il est nécessaire de porter des revendications plus générales et de rassembler les forces en leur faveur.

Nous revendiquons :

1. Salaire minimum décent pour répondre aux besoins primaires et garantir un reste à vivre permettant de participer à la vie sociale.
2. Réduction du temps de travail : semaine de 30h. Afin de répartir les tâches liées aux soins, partager l'emploi et faire face aux conséquences liées à la transition écologique et numérique.
3. Non aux réformes qui diminuent nos droits :
 - > Abrogation de la dernière réforme des retraites
 - > Abandon de la réforme de l'assurance chômage
4. Services publics efficaces et accessibles pour tou·tes :

- > Santé et accompagnement social
- > Logement
- > Transport
- > Education

2.2 Sur le plan politique et institutionnel

Montée en compétences

LAB est un syndicat de classe et indépendantiste. Notre cap est la construction d'une République basque, socialiste, féministe et euskaldun. Nous défendons un espace socioéconomique propre afin d'encadrer les relations de travail et la protection sociale. Nous revendiquons le droit de *Décider Ici (Hemen Erabaki)* concernant la législation du travail, la sécurité sociale et nos conditions de vie.

Cela ne se construira pas du jour au lendemain mais passera par un processus de transition. Il faut avancer pas à pas et nous pensons que le moment est venu d'obtenir un nouveau statut juridico-politique pour IEH.

Pour impulser des politiques en faveur des travailleur-euses, pour progresser dans la transformation sociale, nous devons initier des changements politiques.

Même si la création de la CAPB est une étape importante du parcours institutionnel d'EH, notre territoire doit franchir un nouveau cap et se doter de plus de compétences.

La feuille de route présentée lors de l'Aberri Eguna 2024 par le mouvement Bagira va dans ce sens. Elle appelle l'ensemble des protagonistes politiques, sociaux et syndicaux à se saisir de ce moment pour réactiver la revendication institutionnelle et ainsi passer à l'étape suivante dans la construction d'*Euskal Herria Burujabe / Souverain*. Il est donc important de dépasser les clivages et de rassembler les forces nécessaires au bénéfice de notre souveraineté politique, économique, matérielle et sociale.

En ce sens, une montée en compétences collectives institutionnelles est indispensable ; parmi elles, la compétence sociale. Actuellement, elle est portée par l'Etat français, avec notamment le plan pauvreté ou l'insertion par l'activité économique, et le Département, avec la protection de l'enfance et des familles ou l'accompagnement des bénéficiaires du RSA. Il est essentiel qu'elle soit transférée à IEH afin d'en gérer le budget (actuellement, le plus important du Département) pour faire de notre territoire un espace novateur et progressiste en matière sociale et de solidarité.

Ce changement de politiques publiques sociales impliquerait nécessairement une transformation politique et institutionnelle qui suppose que la CAPB évolue en Collectivité Territoriale à Statut Particulier. Cela permettrait de doter cette institution d'une assise démocratique plus forte, avec l'instauration de l'élection au suffrage universel direct des élu-es de la CAPB. Afin de pouvoir préparer et accompagner ce changement, la mise en place d'un observatoire socioéconomique sera essentielle. Le rôle de cet observatoire sera de guider les politiques publiques en lien avec ces nouvelles compétences, en procurant des données et des éléments chiffrés permettant d'établir des diagnostics, de dresser un bilan de la situation sociale et de mieux cibler les besoins de la population.

2.3 Sur le plan syndical

Intersyndicale

Depuis la création du syndicat en IEH en 2000, LAB a toujours favorisé le rassemblement des forces en faveur d'une convergence des luttes : Oldartu, collectif contre la Loi travail El Khomri, 1er Mai unitaires, permanences juridiques unitaires, 28 Avril unitaires (Journée Mondiale de la Sécurité et de la Santé au Travail), plateforme *Se loger au Pays – Herrian Bizi...*

En 2002, LAB se présente pour la première fois aux élections du Conseil de Prud’hommes et obtient un siège, puis 4 en 2008 et enfin la présidence en 2015. Dès lors nous établissons des liens avec d’autres syndicats. Depuis la réforme dite de « démocratie sociale » les juges prudhommaux ne sont plus élu·es au suffrage direct mais sont nommé·es par les syndicats en fonction de leur audience départementale, ce qui, mécaniquement écarte un syndicat comme le nôtre.

Depuis notre création, LAB est de tous les combats. Dès que cela est nécessaire, nous privilégions toujours le renforcement du rapport de force en faveur des travailleur·euses face au grand patronat ou aux différents gouvernements. Grâce au travail porté ces 25 dernières années par notre base militante, nous sommes devenu·es un syndicat incontournable. Certaines organisations syndicales (OS) refusent encore l’ouverture d’espace de discussions et de négociations au niveau d’IEH. Elles continuent de privilégier les intersyndicales départementales, régionales ou étatiques. Si certaines OS acceptent néanmoins localement des accords d’actions, pour d’autres, cela relève d’une volonté politique de ne vouloir ni débattre ni décider ni agir à l’échelle d’IEH.

De façon générale, et malgré les attaques que nous subissons de la part de certaines OS, nous comptons poursuivre le travail collectif.

LAB est convaincu que les liens tissés dans les collectifs et dans le mouvement social porteront leurs fruits et permettront une union des forces syndicales, dans un contexte de remise en cause des droits conquis par et pour les travailleur·euses.

Il est indispensable de renforcer le mouvement ouvrier en s’organisant entreprise par entreprise, collectivité par collectivité, d’accroître le rapport de force face au patronat pour lutter contre l’ensemble des réformes anti-sociales et construire un autre modèle de société basé sur le partage des richesses et la justice sociale.

3. Les outils concrets à mettre en place

POUR DECIDER ICI, 3 STRUCTURES INDISPENSABLES EN IPAR EUSKAL HERRIA :

> Un observatoire socioéconomique permanent

IEH sera reconnu comme un espace socioéconomique avec la mise en place de cette structure. Ainsi, grâce à cet outil qui centraliserait les données déjà existantes, un diagnostic socioéconomique précis et spécifique à IEH pourra être établi. Cela permettra de déterminer les politiques sociales répondant à nos besoins. Ce sera un espace de débat dans lequel la société civile ainsi que les différents protagonistes sociaux du territoire comme les syndicats auront leur place.

> Un espace spécifique de négociations collectives pour les salarié·es du privé de type Commission Paritaire Locale (CPL)

Cet espace permettrait de :

- > Mesurer l’audience de chaque syndicat présent en IEH ;
- > Négocier des conventions collectives locales améliorant les conventions collectives « nationales » ;
- > Conquérir de nouveaux droits ;
- > Représenter les salarié·es des TPE.

> Un espace spécifique de négociations collectives pour les agent·es territoriaux·ales de type Comite social Territorial...

Cet espace permettrait de :

- > Mesurer l’audience de chaque syndicat présent en IEH ;
- > Négocier les conditions de travail du personnel des collectivités de moins de 50 agent·es qui n’ont pas d’instance de dialogue social.

L'ensemble des décisions politiques et économiques de ces dernières années a été pris dans l'intérêt du capital au détriment des travailleur-euses.

Il est temps de rapprocher les instances de négociations et de placer nos vies au centre des prises de décisions.

LAB prend une nouvelle fois l'engagement de porter ces revendications auprès des partis politiques, syndicats et protagonistes de la société civile, notamment au CDPB et DSPB.

4. En conclusion

Si Ipar Euskal Herria se structure institutionnellement, notre territoire manque toujours de reconnaissance sociale et cela représente un véritable obstacle à l'émancipation des travailleur-euses. LAB doit continuer à faire du leitmotiv « *Travailler, décider et vivre en Euskal Herria, langileon alde, Hemen Erabaki* » une revendication large, et se donner les moyens de faire de celle-ci une réalité concrète.

Le sujet de la souveraineté sociale n'a jamais fait autant consensus dans la société civile. Le mouvement socio-politique doit s'engager pour porter à nos côtés la revendication de rapprochement des instances de négociations collectives comme la législation française le permet. La volonté politique et la pression du mouvement social sont des conditions indispensables à leurs concrétisation.

Pour cela, LAB s'engage à :

S'impliquer dans le processus de réforme territoriale et dans les dynamiques en faveur d'une évolution institutionnelle d'IEH.

Présenter la situation socioéconomique et diffuser les alternatives possibles pour IEH à l'ensemble des travailleur-euses, aux organisations syndicales et patronales et à la société civile.

Soutenir une dynamique de coopération, de solidarité et d'action entre les différents territoires et acteur-trices socioéconomiques d'EH.

LAB, en tant que syndicat national et abertzale, est totalement engagé dans un processus d'émancipation sociale et nationale.

